

Accélérations vertigineuses : organisation au quotidien, hybridation de micro-pouvoirs, accomplissement de ses rêves

Accélérations vertigineuses

dimanche 21 août 2005, par Pantaleo Elicio

Url article: http://seminaire.samizdat.net/article.php3?id_article=78

1) La situation actuelle : les problématiques

Dans une situation où la plus grande majorité de la population est en difficulté permanente d'un point de vue économique, social, psychologique et écologique pourquoi n'arrivons nous pas à définir une stratégie de dépassement de cette situation ? Pourtant si nous observons bien le tissu social nous constatons que chaque jour des milliers de micro combats et micro expériences s'organisent dans les entreprises, dans les territoires, dans les campagnes, dans les universités, dans les rapports interpersonnels ayant comme motivation, la création d'une alternative aux rapports sociaux dominants dans la vie quotidienne.

Donc à notre avis, il s'agit plutôt de notre incapacité à percevoir les modifications du tissu social, et à comprendre la véritable révolution qui est en train de se passer dans notre société et en particulier dans les rapports sociaux.

Cette situation n'est ni perceptible, ni compréhensible dans son intégralité, avec les instruments classiques de l'analyse politique ou de la sociologie. Car pour pouvoir **accéder** à cette nouvelle réalité et l'interpréter, il faut d'abord être dans **cette réalité**, la vivre en tant que sujet dans son intensité et son fonctionnement complexe au quotidien. Il s'agit d'apprendre à interpréter et communiquer avec les nouveaux codes et langages d'expression de cette nouvelle réalité sociale qui s'exprime par cette formule : désapprendre le présent et révolutionner le quotidien.

Cette réalité sociale a comme spécificité de considérer « le quotidien » c'est-à-dire la vie de tous les jours, comme le centre de « l'agir » politique. Cette complexité sociale, nous l'appelons la « multitude », car nous essayons d'utiliser une expression capable d'indiquer une complexité non synthétisable de la structure de la société post moderne et ses acteurs multiples.

La multitude^[1], que nous définissons comme l'expression de l'ensemble de toutes les figures de l'assujettissement de la société post moderne, a bouleversé la théorie politique et la théorie de l'organisation sociale. En effet, la multitude a comme caractéristique de ne s'identifier à aucun programme commun, à aucune « synthèse stratégique » politique. Le concept de « synthèse » est plus vécu comme une réduction de la complexité de ses expressions sociales et culturelles, comme une certaine hybridation politique, un processus de réduction de sa **force** de subjectivité. Le concept de « synthèse » est vécu aussi comme un acte politique de la « perte d'identité ». La perte d'identité est considérée par la multitude, comme le commencement de l'introduction des mécanismes des modifications de ses besoins

réels.

Dans ce cadre conceptuel, la multitude fonctionne dans la construction des processus d'organisations autonomes. Cette forme d'organisation a comme caractéristique de se déployer autour et par des micro-actions au quotidien et cherche à répondre aux besoins de la vie de tous les jours. C'est dans cette démarche que la multitude produit ses revendications et ses négociations. Pour la multitude, le quotidien est considéré comme le lieu privilégié de lutte, le lieu de vérification de l'efficacité de son action politique, le lieu du changement. L'action politique ou sociale a un sens pour la multitude si elle est capable de modifier «le quotidien», «le présent». La lutte et l'engagement sont considérés comme des **instruments pratiques** pour essayer de réaliser des modifications concrètes dans la vie de tous les jours, dans un souci permanent d'élargissement de sa superficie sociale, d'hégémonie sur les pratiques socioculturelles de la vie de tous les jours. Approfondissons ce thème pour mieux comprendre l'idée de ce qu'est le « changement dans le quotidien ». Commençons avec la définition de ce que sont un rapport social ou un acte politique.

Pour la multitude, il n'y a pas d'acte politique sans modification du **présent**. Donc, l'acte politique, devient la forme collective et personnelle de définition d'un espace social à conquérir et la définition d'une démarche à adopter pour la modification du présent. Le présent est considéré comme **une fraction** de la vie. Dans cette démarche le programme politique devient la construction d'un projet concret de transformation d'une fraction de la vie, c'est-à-dire de la modification du présent.

Pour la multitude le processus de transition d'un rapport social à un autre est le « remplacement » d'un acte de vie (vie économique et sociale) par des gestes de liberté au quotidien. Ces gestes représentent des espaces de liberté. Des **gestes** et des **espaces** pour la construction d'un micro projet personnel : la réalisation de ses rêves. Rêves en tant que réalisation d'un désir personnel et /ou avec d'autres pour un rêve collectif (projets de transition) pour affirmer sa liberté de vivre comme on le désire. Ces actes, « la construction d'un rêve », sont des premiers filaments (de vie autonome) qui se super posent et étouffent une fraction des micro pouvoirs de la représentation impériale[2].

Dans cette démarche, le concept de lutte est conjugué au présent sans « futur », « l'idée de futur » est vécue comme un concept dépassé, obsolète. Concept assimilé dans un sens de défaite.....de l'auto exploitation : l'histoire du socialisme réel ! Pour la multitude, il n'y a pas de victoire si la vie de tous les jours n'a pas été modifiée, élargie, enrichie. Si cette condition n'est pas réalisée « le rapport social » restera le même. C'est dans cette définition que la multitude considère les « partis politiques » comme des institutions de la négociation sociale, les conçoit plutôt comme les représentants des « courants d'un pouvoir unique » et en aucun cas comme une expression populaire de souveraineté. La multitude est la représentation de l'expression philosophique et sociale de la complexité du monde réel qui produit richesse et sens. Elle ne croit pas aux mécanismes de la représentation, à la délégation de ses volontés, à une représentation nationale d'élus professionnels, elle croit fermement au concept de participation. La **participation** est considérée comme l'antithèse de la représentation classique et s'il devait avoir une délégation de pouvoir elle serait plutôt sous la forme d'une démarche d'application d'une volonté déjà prise, donc non modifiable. Ici, le concept de délégation ou de représentation n'est pas seulement traduit sous forme négative vers les formes traditionnelles de la démocratie (député-fonctionnaire-professionnel) mais aussi sous la forme de la « délégation de la pensée » aux intellectuels. En effet, pour la multitude, un des pièges le plus redoutable est la « perte » d'autonomie dans les processus de construction de sa

« pensée ». Il s'agit de contrôler « sa production de sens », sa philosophie, car une des formes les plus redoutables du pouvoir en place est la **stérilisation** de ses expressions culturelles.

Paradoxalement, si dans le passé, pour le prolétariat révolutionnaire, l'appropriation des moyens de production était un des objectifs fondamentaux, aujourd'hui pour la multitude, l'objectif fondamental est l'appropriation de « sa production de sens et de valeur ». Cet objectif se traduit par la nécessité de s'approprier des moyens de la communication sociale.

2) Libération au quotidien : puissance de la désarticulation créatrice

Pour continuer notre analyse, il nous faut définir ce qu'est une organisation politique du quotidien et comprendre comment « la multitude » procède pour essayer de vaincre un ennemi plus puissant qu'elle : l'empire. En effet, il s'agit d'un projet d'assemblage d'une « bio machine » d'organisation, machine capable de désactiver l'assujettissement du pouvoir sur les individus au quotidien. C'est sur ce terrain que la multitude a choisi aussi de se battre ! Il lui faut une stratégie pour désarticuler et gagner sur ce « pouvoir ». Attention, il ne s'agit pas d'abattre les pouvoirs « centraux » de l'empire, mais de désactiver les micros relais d'asservissement sur les individus ! En fait, l'objectif est le **détournement** d'une micro fraction de vie. Mais pour approfondir ce thème, décrivons les formes et la nature de ces micro-pouvoirs.

Forme et contenu des micros pouvoirs.

La micro-économie (externalisation de la production, micro-entreprises) est à la base de la nouvelle création des richesses. Elle est aussi l'expression de la capacité à miniaturiser la relation entre l'individu et la machine de domination planétaire : l'empire. Dans ce cadre conceptuel les rapports hiérarchiques des pouvoirs, sont segmentaires. Car chaque centre de pouvoir est moléculaire. ... « *Il s'exerce sur un tissu micro-logique où il n'existe plus que comme diffus, dispersé, démultiplié, miniaturisé, sans cesse déplacé, agissant par segmentations fines, opérant dans le détail et le détail de détails. Dans cette complexification des rapports sociaux il n'y a pas de centre de pouvoir qui n'ait cette micro texture.*

C'est elle, et non pas le masochisme, qui explique qu'un opprimé peut toujours tenir une place active dans le système d'oppression. Bref, le moléculaire, la micro-économie, la micro politique, ne se définissent pas pour leur compte par la petitesse de ses éléments, mais par la nature de sa "masse"» [3]... C'est à dire par l'importance qu'elle a sur le fonctionnement et l'articulation de la « machine ».

Les micro-pouvoirs sont l'exercice de la politique d'Etat à travers les politiques de l'insécurité de tous les jours : le programme économique.

Ce programme est l'épuisement des individus sur le terrain des difficultés de la vie de tous les jours, chacun tenant son rôle et recevant ses revenus.

Comment désactiver les micro- relais du pouvoir sur les individus ?

Il s'agit essentiellement de construire une dynamique politique capable de modifier la trajectoire de la vie au quotidien : des gestes concrets d'individu à individu, entre individus, pour résoudre un **besoin partiel**. La désactivation est l'action d'une stratégie singulière, capable d'apprendre « la structure du problème, la composition

et la spécificité du micro-pouvoir » et de se poser les bonnes questions. Car il s'agit de comprendre comment l'individu peut détourner « son » assujettissement. La désactivation comporte l'hybridation des micro-pouvoirs.

Pour Michel Foucault, le pouvoir fonctionne et s'exerce à travers une organisation réticulaire, « *dans ses mailles, les individus non seulement circulent, mais ils sont toujours en position de subir et d'exercer ce pouvoir, ils ne sont jamais la cible inerte ou consentante du pouvoir, ils ne sont pas non plus, toujours, des raccords* »[4].

En autres termes, le pouvoir transite à travers eux, mais il ne s'applique pas aux individus. Et dans cette relation, l'individu devient un "effet" du pouvoir.

En même temps, dans la mesure où celui-ci est un effet, il devient alors un l'élément de relais.

Voici donc quelle est la structure du fonctionnement du pouvoir. C'est dans cette structure que la multitude agit pour désactiver ces relais. Cette action est « **l'hybridation** ». L'hybridation est l'action qui crée les conditions de la désactivation des micro-pouvoirs. Le pouvoir n'a pas de centre et fonctionne sous une forme diffuse, déterritorialisée, là où il s'agit de construire une action politique qui interrompe la « chaîne » de sa « reproduction » au quotidien. Est hybridation l'action qui consiste à annuler partiellement la reproduction de l'assujettissement par l'hégémonie sur un « espace de vie ». L'hybridation comporte le changement d'une partie de la **trame** de la relation sociale de l'individu, de son histoire individuelle, par la construction des objets (culturels) et des instruments (de vie) pour implanter un espace d'auto valorisation personnelle et ensuite collective : un micro-projet de transition. Dans ce processus, la résolution d'un besoin n'est pas la résolution globale d'un problème mais le commencement d'une démarche de **substitution** d'une fraction de vie à une autre. Car la vie est devenue la sphère de la production et de la reproduction de la richesse sociale. Il s'agit, de comprendre que pour conquérir un espace social et politique, il faut construire la nouvelle trame de vie individuelle et collective dont nous rêvons !

3) Dépasser le salariat et dépasser l'Etat

Dans ce cadre socio-politique les deux éléments qui freinent l'évolution de la multitude et qui prolongent à l'infini les crises économiques sont le travail **salarié** et l'Etat.

Le travail salarié nous le définissons par ses deux articulations : le salariat classique et le salariat externalisé, c'est-à-dire, pour simplifier, les micro-entreprises et autres formes de travail de cette nature, qui ont comme caractéristique des liens de subordination étroits avec l'entreprise réseau. L'évolution du travail[5] et, en particulier, l'évolution du travail immatériel, a bouleversé tous les paradigmes économiques : le temps de travail, le lieu de travail, la forme du travail, l'organisation du travail et enfin les critères de construction de la performance de l'entreprise. Dans l'organisation du travail, l'aspect d'autonomie de l'action du salarié, en tant que personne capable de faire des choix productifs et aussi d'exercer des arbitrages budgétaires, par une coordination appropriée vers ses collègues ou vers l'extérieur du lieu de l'entreprise : le marché et le client deviennent la mesure réelle de l'efficacité productive d'une entreprise, alors le « salariat » n'est plus le « **mot** » ni la relation appropriée pour décrire cette « **fonction** ». Car la valeur ajoutée, dans ce cycle productif, est le résultat de l'interaction de deux interventions majeures du « salarié ».

La première est de nature plutôt technique ou professionnelle (compétences) et la deuxième de nature plus profonde, plus « **abstraite** » presque esthétique et émotionnelle, représentée par les éléments constitutifs de la nature même de l'individu : la curiosité, la créativité, la perception, la sensibilité, la détermination, la communication, l'expérimentation, la cordialité, la passion, l'effort, l'endurance, la mémoire, l'appartenance et enfin la sociabilité. Plus ces aspects sont libérés et valorisés dans l'entreprise, plus les conditions sont réunies pour la création d'agencements productifs efficaces. Cette efficacité productive est représentée par une « notion comptable » appelée: [6] le Goodwill.

L'entreprise pour accompagner cette révolution a construit un vocabulaire et des concepts appropriés pour donner sens à ces changements. Un des concepts que nous avons choisi et que nous considérons le plus approprié, pour approfondir notre analyse, est le concept de « **partenariat** », partenariat entre l'entreprise et les salariés dans la construction du projet d'entreprise.

Le partenariat est un concept qui fait partie d'un vocabulaire plus vaste de la stratégie de communication de l'entreprise. Cette stratégie a pour fonction de signifier aux salariés leur latitude pour modifier quelques règles des jeux dans le fonctionnement de l'entreprise. En effet, par exemple, il ne s'agit plus de contrôler la quantité de travail à fournir mais de rendre autonome cette fonction par la négociation sur des objectifs à atteindre. Car il s'agit d'introduire dans ces expressions productives un comportement et des pratiques profitables pour l'entreprise, modifiant ainsi en profondeur la relation salariale traditionnelle. L'entreprise deviendra alors (si on va jusqu'au bout de cette analyse manageriale) un « lieu » où des hommes et femmes d'affaires, (actionnaires et salariés), chacun détenteur d'un capital « financier », « humain » ou autre, se réunissent pour négocier librement des business lucratifs, prenant chacun « **ses risques** » et « **ses revenus** ». Hommes et femmes d'affaires reliés entre eux par un simple contrat de droit commercial : n'est-ce pas déjà la tendance présente ? Est-ce que cette perspective dégage quelques espaces de valorisation pour le travail immatériel ? Cette tendance serait-elle négative pour le travail immatériel ? Nous croyons que non. Mais avant de tirer toutes les conclusions, continuons notre analyse.

Le concept de partenariat est employé ici par l'entreprise pour indiquer la limite objective du salariat. En effet, nous nous trouvons paradoxalement au carrefour de deux tensions : **A**) Le besoin de l'entreprise. Il s'agit de dégager dans l'organisation du travail un espace capable de favoriser au maximum la puissance du travail immatériel, le rendre encore plus autonome et efficace pour exploiter au maximum ses aptitudes les plus constituantes de la valeur ajoutée, c'est-à-dire, la partie que nous avons appelé abstraite. **B**) Pour le travail immatériel, d'accélérer et forcer au maximum la sortie du salariat par le haut, pour accroître sa centralité économique et sa force politique. Il faut comprendre qu'à ce niveau de développement, le travail immatériel a déjà été employé et continue à être employé en tant que « **salarié entrepreneur** ». Salarié entrepreneur car ses activités sont aussi proches de la démarche d'un responsable d'entreprise que d'un salarié classique. L'entreprise a généralisé cette spécificité de l'entrepreneur salarié, ouvrant ainsi un nouveau champ de liberté : le travail immatériel devient autonome par la maîtrise intellectuelle du cycle de construction des richesses. Dans cet agencement du cycle productif, le rôle de la propriété, de l'entreprise, des actionnaires se métamorphose, alors en un centre de surveillance stratégique et d'arbitrage de la rentabilité du capital investi et de sa répartition.

Dans ce schéma productif, nous nous trouvons confronté à une difficulté intellectuelle

majeure : comment cerner la notion de **propriété** sur la « valeur ajoutée ». Il ne s'agit plus ici pour l'entreprise d'offrir un « travail » et donc un « salaire ». Il s'agit, dans cette forme de relation sociale, de faire interagir le « capital entreprise » des propriétaires et dirigeants avec le « capital humain » des salariés.

Or si la propriété du capital d'entreprise est juridiquement compréhensible dans le cadre actuel, la propriété sur le « capital humain » devient plus compliquée.

En fait, nous sommes dans une autre configuration sociale et juridique. Comme définir ce nouvel espace de production ?

Pour répondre à cette question, il nous faut déchiffrer un autre aspect de l'évolution de l'entreprise : le calcul de ses actifs et donc de son prix de vente. En effet, la compréhension de la structure des « **actifs de l'entreprise** » nous révélera des informations intéressantes pour continuer notre analyse. Dans le développement de la production immatérielle et communicationnelle, plusieurs concepts économiques ont fait leur apparition pour essayer de calculer efficacement la valeur d'une entreprise, car jusqu'à maintenant le calcul était fait par des ratios classiques qui prennent en compte : le chiffre d'affaire, son endettement, les actifs matériels et enfin la marge bénéficiaire. Au fur et à mesure que la composition du travail immatériel dans l'entreprise augmentait^[7], de nouveaux paramètres ont fait leur apparition dans le calcul des actifs d'une entreprise. Par exemple : l'image de la firme, la notoriété de la marque, la qualité professionnelle du personnel, l'anticipation socioculturelle des produits, la capacité à faire de la recherche et du développement, la satisfaction des clients. Dans ce cadre de « révolution » du calcul des « actifs réels » de l'entreprise, nous devons prendre en compte aussi les dernières variables comme par exemple : les notations sur les « pratiques sociales » et « environnementales ». Variables qui essaient aussi de conditionner le cours de l'action en bourse. Voilà ce qu'est une entreprise aujourd'hui : la majeure partie de ses actifs sont de nature exogène à sa structure organisationnelle. Maintenant essayons de comprendre son fonctionnement. Le transfert de la « valeur exogène » d'une entreprise, partie abstraite, est la première étape du processus d'accumulation. Mais ce transfert ou greffe, (il s'agit ici d'une fixation bio sociale) dans le tissu de l'entreprise ne se réalise pas automatiquement car la nature de cette « **valorisation** » est **instable et altérable** car elle est strictement liée à des paramètres bien précis. Ces paramètres sont : **1)** la crédibilité du projet d'entreprise, **2)** l'esprit de la stratégie industrielle (la gestion patrimoniale ou la gestion durable), **3)** l'atmosphère sociale, **4)** le degré des hiérarchisations, **5)** les critères de redistribution des profits, **6)** la qualité de circulation des savoirs scientifiques et culturels, **7)** l'autonomie dans le travail, **8)** la possibilité pour les salariées femmes d'accéder à des postes de responsabilité. Or plus ces paramètres sont réduits, plus la valorisation « exogène » décroît, produisant un cycle de **production incomplet**, peu compétitif. Une accumulation basse ! Le cycle de la valorisation immatérielle est un cycle ultra productif, mais ne peut fonctionner que si **les conditions** qui ont fait émerger cette composition sociale sont en place. Voici la force constituante du travail immatériel ! Nous la définissons « constituante » car elle a un rôle central dans l'affaiblissement des autres formes d'exploitation. En fait, cette « force » rend tendanciellement obsolète, inefficace, les autres cycles productifs dans le cadre de la compétition mondiale. Dans ce cadre économique, la maîtrise du cycle de production immatérielle, pour les entreprises mondialisées, devient un avantage concurrentiel fondamental.

Cette force constituante (cycle de production immatériel) est le moteur de la multitude. Elle s'affronte quotidiennement dans l'espace social et économique pour modifier le tissu social et ses lois. Lois hostiles à la généralisation de cette nouvelle

forme de travail et au champ de liberté qu'elle présuppose.

Dans ce cadre économique et face à une demande toujours plus pressante de justice sociale et de partage des nouvelles richesses, le rôle de l'Etat a pris une autre signification.

4) Régulation économique par l'Etat d'exception

Essayons de retrouver à minima l'histoire des catastrophes écologiques, sanitaires et économiques dont l'Etat est directement responsable dans les dernières décennies :

- a) l'épidémie du sida
- b) le sang contaminé
- c) la vache folle
- d) l'amiante
- e) la fixation d'une population massive au dessous du seuil de pauvreté permanente
- f) la destruction d'immenses richesses par la gestion privée des « entreprises publiques (d'Etat) »

Chacune de ces catastrophes, à y voir de plus près, met en évidence l'incapacité totale de l'Etat à maîtriser la complexité scientifique et sociale du monde contemporain. Cette incapacité est due essentiellement, d'une part, à la fin de son rôle de régulateur et de distributeur qui l'avait mis à la tête de l'action politique dans l'après-guerre ; et, d'autre part, à la **crise** des institutions représentatives de la démocratie moderne. Cette impasse politique s'articule sur deux plans fondamentaux. Le premier, que j'appellerai systémique, indique l'impossibilité d'envisager un « modèle social et économique » capable de résoudre les problèmes de fond des populations ; le deuxième, celui de la « structure de la prise de décision » est révélateur de la crise du modèle de la représentation démocratique. En effet, la structure et l'évolution de son fonctionnement ont déterminé une fracture entre la **décision** prise par la « représentation » et la **volonté** des « représentés ». Cette situation a comme résultat une déstabilisation profonde des équilibres sociaux dans les démocraties modernes, qui affecte la capacité même de la structure de la démocratie de base d'évoluer.

L'articulation du consensus devient, en conséquence, la capacité de manipulation de la communication médiatique. Cette situation se concrétise dans les démocraties occidentales par l'arrivée au pouvoir des aventuriers et des réactionnaires.

Aujourd'hui, les vieilles politiques d'Etat sont remplacées par une action qui a comme stratégie l'accompagnement de la privatisation du cycle total de la vie dans le cadre de la rentabilisation de l'espace public.

Cette situation se frotte à une forte résistance et en particulier à la force constituante de la multitude. Cette force essaie d'empêcher que la « production sur le cycle total de la vie » puisse devenir exclusivement objet de rentabilité capitaliste.

Dans ce nouveau rôle, et dans le cadre de la nouvelle doctrine de la guerre comme facteur de régulation des conflits mondiaux, l'Etat franchit un nouveau pas dans son rôle de machine « juridico-politique » capable de désactiver le droit.

L'« **Etat exception** » et ses pratiques se mettent en place aux Etats Unis d'Amérique, et sa doctrine influence profondément l'Europe. De nouvelles normes « constituées » forment un nouvel espace juridique. Mais ce prétendu espace juridique, dans la réalité, s'affirme comme un espace **vide de droit** ! Encore une fois dans l'histoire contemporaine, l'Etat assume la charge politique de censurer des libertés en mettant en place une machine de guerre.

Giorgio Agamben, dans ses travaux sur l'histoire et les doctrines de l'Etat d'exception a analysé ce processus.

.....« *Le système juridique de l'Occident se présente comme une structure double, formée de deux éléments hétérogènes et cependant coordonnés : un élément normatif et juridique au sens strict, que nous pouvons inscrire ici pour plus de commodité sous la rubrique **potestas**, et un élément anémique et meta-juridique, que nous pouvons désigner du nom **d'auctoritas*** » [8]...

L'élément normatif a besoin de l'élément anémique pour pouvoir s'appliquer, et d'autre part « l'auctoritas » ne peut s'affirmer que dans une relation de validation ou de suspension de la « potestas ». En tant qu'elle résulte de la dialectique entre ces deux éléments, dans une certaine mesure antagonistes, mais elle est fonctionnellement liée. L'ancienne demeure du droit est fragile et, dans sa tension pour maintenir son ordre propre, elle est toujours engagée dans un processus de ruine et de décomposition.

... « *L'état d'exception est le dispositif qui doit en dernière instance articuler et faire tenir ensemble les deux aspects de la machine juridico-politique, en instituant un seuil d'indécidabilité entre anémie et « nomos », entre vie et droit, entre « auctoritas et potestas ». Il se fonde sur la fiction essentielle par laquelle l'anémie, sous la forme de l'auctoritas, de la loi vivante ou de la force – de – (pas de loi), est encore en relation avec l'ordre juridique et où le pouvoir de suspendre la norme est en prise immédiate sur la vie. Tant que les deux éléments restent corrélés, quoique conceptuellement, temporellement et subjectivement distincts, comme dans la Rome républicaine avec l'opposition entre Sénat et peuple ou dans l'Europe médiévale avec celle entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel, leur dialectique, bien que fondée sur une fiction, peut tout de même fonctionner. Mais lorsqu'ils tendent à coïncider en une seule personne, lorsque l'état d'exception, dans lequel ils se lient et s'indéterminent, devient la règle, le système juridico-politique se transforme alors en une machine de mort* » [9]... Et Giorgio Agamben approfondit encore...« *Dans le champ de tensions de notre culture, agissent donc deux forces opposées : l'une, qui institue et qui pose, l'autre, qui désactive et dépose. L'état d'exception constitue le point de leur plus grande tension et, en même temps, ce qui, en coïncidant avec la règle, menace aujourd'hui de les rendre indiscernables. Vivre sous l'état d'exception signifie faire l'expérience de ces deux possibilités et, cependant, en séparant chaque fois les deux forces, tenter sans cesse d'interrompre le fonctionnement de la machine qui est en train de mener l'Occident à la guerre civile mondiale* » [10]...Voici le problème !

L'introduction de la logique de guerre[11] comme élément permanent de la régulation des conflits mondiaux se traduit par la création et la constitution d'un espace « vide de droit » dans les sociétés démocratiques. Ces sociétés pourtant les plus avancées, se

retrouvent paralysées et en profonde crise. En crise car elles sont incapables de construire des nouvelles configurations sociales et juridiques à la hauteur de l'avènement du travail immatériel et des champs des libertés qui s'en dégagent. La multitude a déjà tracé le contour de ces nouveaux espaces juridiques et a déjà préfiguré l'accession des nouvelles institutions « **participatives** », mais elle se trouve maintenant violemment désactivée dans ses passages constituants par la domination de l'Etat d'exception. Ce nouvel espace social créé, espace vide de droit, développe le dépeuplement et **la crise de l'espace public** et des ses institutions. Dans ce cadre juridique et politique, l'état se reconfigure par une sorte de nouvelle régulation socio- juridique par le vide.

Cette politique du « **vide** » génère et détermine la fixation d'une crise sociale permanente.

La multitude se trouve donc face à ce nouveau défi : être capable de se dégager de la dimension « du vide » par la réactivation d'un espace « plein ». Sinon elle risque d'être phagocyté par l'espace « vide ». Cette situation accélère la nécessité d'un projet de transition et pose la nécessité de l'invention d'une nouvelle pratique sociale qui puisse dépasser la « forme Etat ». L'Etat est alors l'expression obsolète d'un passé social révolu.

Pour continuer notre analyse, nous commencerons par une affirmation : la multitude est la conscience philosophique du présent, elle est la conscience du monde vivant. Sa spécificité historique est représentée par la notion « d'entente sociale ». Cette notion veut synthétiser pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, et dans le champ social, une force politique unificatrice qui a comme base et projet de fonctionnement la diversité, la complexité et la spécificité de ses acteurs avec la liberté de chacun. Le mot « masse » n'existe plus dans le vocabulaire de la multitude, il est remplacé par le mot sujet au singulier. La multitude accepte et valorise dans son devenir toutes les races de l'humanité, toutes les diversités sexuelles et comportementales, toutes les minorités. Elle se bat pour se libérer de toutes les exploitations, essayant de construire un espace riche de plaisirs et de joies dans un monde sans frontière.

Les acteurs de la multitude sont des sujets qui agissent dans un monde qui **explose d'intelligence**, d'invention. La multitude n'est ni une classe, ni un groupe social, ni un courant socio-culturel. La multitude est l'avant-garde de l'humanité mondiale dans la ville monde.

Elle n'a pas besoin d'une doctrine critique du monde, elle est la critique du monde. Mais elle est surtout la forme qui permet de projeter, d'imaginer la transition sociale et politique du monde présent.

5) Accélération, modifications anthropologiques et philosophiques. La structure de la nouvelle économie monde : l'intelligence collective.

Pour nous permettre de continuer notre travail d'analyse sur la complexification de notre société et ses nouvelles formes de développement, nous devons revenir à l'étude de la structure de la révolution technologique et scientifique qui bouleverse notre société. Et pour cela, nous avons choisi de prendre comme élément de réflexion et d'étude contrastés, le travail de Pierre Lévy, philosophe et anthropologue du « cyberspace ». Nous l'avons choisi, d'une part, pour son rôle de représentant le plus lucide du « cyber-capitalisme » et, de l'autre, pour son analyse phénoménologique du

fonctionnement du cyberspace.

Commençons donc, par étudier l'impact et le rôle de la technologie de « l'ordinateur » sur notre façon de vivre et de travailler. P.L. (Pierre Lévy) considère l'avènement de l'ère de l'ordinateur comme le point de non retour d'une formidable évolution de l'humanité, évolution qui change et changera radicalement la structure même du « fonctionnement » des populations de la planète : ... « *Depuis qu'ils sont interconnectés, tous les ordinateurs n'en forment plus qu'un seul qui reliera bientôt tous les humains. L'ordinateur est à la fois machine à lire et machine à écrire, musée virtuel planétaire et bibliothèque mondiale, écran de toutes les images et machine à peindre, instrument de musique universel et chambre d'écho ou de métamorphose de tous les sons. En lui convergent les données de toutes les caméras, de tous les microphones, de tous les palpeurs et senseurs imaginables. L'ordinateur est le miroir du monde et l'infinité de ses simulations possibles. Il régule désormais toutes les installations techniques, se pulvérise dans toutes les machines, tous les véhicules. Pilotant ses nano-robots, il entrera bientôt dans tous les corps et les matériaux pour les transmuter. L'ordinateur absorbe les autres grands objets anthropologiques et les transporte dans un dimension supérieure : celle de l'intelligence collective en temps réel de l'espèce humaine. L'ordinateur réalise l'interconnexion universelle de la manière la plus effective qui ait jamais été. Nous passons de l'universel abstrait de l'écriture à un universel concret que nous sommes encore à peine capable de penser* » [12]....

Voici la nature et le rôle qu'a désormais l'ordinateur dans l'agencement de l'intelligence collective. Cette situation implique et impliquera pour le devenir de l'humanité une modification radicale dans la façon de vivre et de créer des richesses.

L'intelligence collective est la matière fondamentale du fonctionnement de cette machine elle est ainsi matérialisée par l'ordinateur. L'intelligence collective n'est rien d'autre que l'ensemble du savoir que la multitude produit et qu'elle rejette librement dans la société. Cette machine élabore de l'information, la rend toujours plus complexe et utilisable en temps réel. Aujourd'hui nous voyons un glissement de la réalité et de ses enjeux dans une dimension nouvelle correspondant à ce lieu dénommé cyberspace. Aussi, se trouve-t-il être le lieu d'accumulation libre des connaissances.

En effet, continue P.L... « *Après avoir été pendant des siècles une économie de subsistance, puis pendant quelques dizaines d'années une économie de l'information et de la connaissance, l'économie bascule maintenant vers les idées et encore au-delà vers l'attention. L'économie remonte de plus en plus vite la chaîne ontologique vers le virtuel, en direction de ce qui crée l'existence. Car l'attention, ou la conscience, est existentialisant* » [13] ...Oui ! Nous passons donc, dans une étape supérieure de l'évolution de l'humanité et de la valeur ajoutée de l'entreprise (si on peut encore utiliser cette expression) : la richesse sociale se trouve maintenant dans la commercialisation de l'idée, c'est-à-dire dans **l'esprit de l'homme** !

L'idée n'est rien d'autre que la « structure de base » de l'intelligence collective, elle est la composante la « plus abstraite et concrète de notre esprit », un des éléments le plus répandu et gratuit. En effet, nous la trouvons sur la surface de notre planète, et dans le fondement de la multitude de l'humanité !

La révolution du capitalisme, mondialisé dans son accélération vers la maîtrise des technologies du cyberspace, essaie de privatiser et de marchandiser la valeur suprême de l'humanité : son esprit !

... «*Les objets de l'attention (les idées, les formes, les sensations, les problématiques subjectives, les produits) sont comme les « masses » ou les particules de l'intelligence collective, mémoire fixée des états précédents et l'énergie, attracteurs de l'énergie libre.*

Les arrangements et les rapports dynamiques des idées se traduisent notamment dans la mégastructure sémantique (liens hypertextes, proximités de sens, affinités sociales) du cyberspace » [14] ...

Pierre Lévy considère que le développement de l'intelligence collective (la coopération compétitive des intelligences partagées) peut se développer exclusivement dans un milieu favorable aux libertés et à la justice. Désormais l'intelligence collective devient force constituante du cyberspace pour Pierre Lévy.

Car la puissance de l'économie de l'intelligence collective et ses structures politiques en devenir détruisent sur leur passage toutes formes d'injustice, déclenchant ainsi un processus irréversible sur l'évolution de la société monde. L'humanité passera du monde du travail au monde du désir-invention, forme suprême de la civilisation du cyberspace.

Dans ce cadre conceptuel, le capitalisme et le libre marché sont propulsés par une très forte dynamique sociale qui le métamorphosent inexorablement dans une économie planétaire, sans frontières et conditionnée par des consommateurs ultra informés et actionnaires des plus grandes entreprises du monde. L'économie, qui deviendra la libre participation coopérative de l'intelligence collective (représentée par des êtres autonomes et intelligents), se structurera de telle sorte que la justice sociale deviendra la composante principale de formation de la richesse. Les idées deviendront alors immédiatement business et argent, donc la représentation de la valeur de la complexité des idées.

... « *C'est pour cela les moteurs de recherche, ou les portails, arbitres de la distribution de l'attention, sont devenus les principales entreprises du Web » [15]*

... « *Le cyberspace va devenir du même mouvement le lieu suprême de compétition des idées et le marché enfin libéré de toutes les entraves. Il n'y aura plus de différence entre la pensée et le business. L'argent récompensera les idées qui feront advenir le futur le plus fabuleux, le futur que nous déciderons d'acheter » [16]...* Donc pour Pierre Lévy il est inutile de se battre contre le marché ou contre le capitalisme : il faut le pousser jusqu'à son développement ultime ! Il faut accélérer la marchandisation de la société, car dans le cyberspace l'homme *economicus* (le marché) et l'homme *academicus* (les hommes des vertus et des sciences) convergent de plus en plus, conscients des processus créateurs de l'intelligence collective, c'est-à-dire la vraie justice sociale...

Dans le cyberspace « le virtuel » est immédiatement forme de vie :

... « *Pour la conscience, ses sensations, ses désirs, son imagination, ses inférences, son discours perpétuel et pluriel, sa logique, son délire de signification, sa quête de sens, pour la conscience, dis-je, le monde est virtuel. Virtuel dans ce cas, veut dire intégralement vivant : le monde peut croître par ici ou par là si l'attention se porte ici ou là » [17]...* et encore :...« *L'espace virtuel n'est qu'un autre nom de la « noosphère », c'est-à-dire la coprésence des signes et des idées produits par la culture humaine et l'ensemble infini des manières de l'organiser. Ce sont les intelligences associées des auteurs – lecteurs – navigateurs dans le cyberspace qui produisent, qui actualisent cet espace virtuel. Comme les personnes participeront à plusieurs communautés virtuelles simultanément, qu'elles en exploreront un grand*

nombre au cours de leur vie, et que ces communautés échangeront des flux d'informations abondants, les communautés virtuelles doivent être conçues comme entremêlées et perméables les unes aux autres plutôt que séparées ou isolants les individus dans des ghettos » [18]...

Pour Pierre Lévy l'avènement du cyberspace détruit toute forme locale (la nation) et l'extériorité à ce monde. Le cyberspace, procurera une marginalité culturelle et économique à ces habitants du « local » (...) « *Le centre rayonne de nulle part dans un cyberspace qui regroupera bientôt la grande majorité des humains et qui va faire sauter les barrières des états comme des châteaux de paille. Ceux qui ne participeront pas aux processus de compétition coopérative, d'échange et d'intelligence collective distribués dans le cyberspace seront les « paysans » de l'ère nouvelle. Ceux qui habiteront un « pays » au lieu d'habiter la ville planétaire » [19]...*

6) Techno sciences et guerre

Il nous faut maintenant comprendre l'utilisation et le rôle de ces nouvelles technologies dans le champ du nouveau contrôle social du monde : la guerre. Nous l'avons dit : la guerre devient un facteur de régulation permanent des conflits mondiaux et l'Etat d'exception une machine « juridico-politique » pour permettre à la « guerre » de devenir une « norme » capable de désactiver le droit. L'empire, dans cette action politico-militaire, a choisi une stratégie industrielle et scientifique pour parvenir à son hégémonie militaire sur le monde. Essayons d'en éclairer quelques points.

Dans le livre « La guerre au XXI siècle » Laurent Murawiec décrit et analyse les nouvelles stratégies de la guerre et les projets en cours de réalisation de nouveaux systèmes d'armement de l'Etat major des Etats-Unis. Cette analyse est intéressante car elle permet de continuer notre réflexion par l'étude de la doctrine et de la structure de la nouvelle stratégie de guerre. Dans notre recherche, nous avons trouvé cinq grandes tendances qui caractérisent cette stratégie, cinq tendances qui nous permettront d'approfondir notre analyse sur le « concept de guerre » et de mieux comprendre la situation actuelle.

Les cinq tendances :

- a) Réduction des coûts de la guerre
- b) Remplacement de l'humain par le robot
- c) Développement des structures de contrôle et de surveillance militaires à distance
- d) Armement pour des conflits à distance
- e) Stratégie pour une suprématie technologique

La réduction drastique des coûts de la guerre, coût « humain » et coût « matériel », est l'élément essentiel de cette doctrine. En fait, cette doctrine se base sur deux évolutions technologiques majeures : le remplacement des hommes par des machines de guerre robotisées et la réduction drastique de la logistique de guerre.

.... « Dans les opérations aériennes, le rapport entre opérations avec pilotes et opérations sans pilote tendra à changer au détriment des premières. L'essor des opérations militaires robotiques, des téléopérations, des véhicules sans équipage humain, se fera également dans l'élément maritime et terrestre. A terme, une autre dimension des opérations militaires viendra graduellement au jour : à partir des micro robots, on passera aux nano robots, à l'action militaire menée dans le nano monde....

...Le train logistique maigrira considérablement ; les montagnes d'équipement et de ravitaillement seront remplacées par une logistique « maigre », équivalent militaire de la logistique en flux tendus des stocks de l'industrie civile ...Des nouvelles missions seront remplies par des systèmes de forces nouveaux : en matière spatiale, de défense antimissile et de dominance informationnelle...Les opérations terrestres seront de plus en plus influencées par des systèmes « off-shore », les opérations maritimes par des systèmes terrestres et aérospatiaux » [20] ...

Dans cette philosophie, la miniaturisation et l'adaptation des armements sans l'homme, donc sans la contrainte physique du corps humain, sont les hypothèses technologiques du projet de la « réduction drastique » des coûts, y compris ceux relatifs aux matériaux et aux machines de guerre.

Dans cette logique de guerre à « coût raisonnable », tous les efforts orientés vers le développement des systèmes et des stratégies d'armement capables de contrôler des espaces toujours plus importants avec un minimum de troupes. Il s'agit, de faire interagir sur une cible (territoire) précise tous les appareils informationnels des nouveaux armements par l'espace, le sol et les airs. Dans cette logique le « soldat » devient un technicien qui gère un espace militaire par l'interaction d'un réseau informationnel sophistiqué. Le but de cette stratégie est de détecter, et donc contrôler, toutes les cibles potentielles en temps réel, de mettre en place des contre-mesures appropriées. **Tout doit être vu et tout doit être contrôlé** ...« Ce fantassin est équipé d'une « armure » personnelle et d'un uniforme de combat intelligent; d'un kit ordinateur-radio-GPS intégré ; d'un ensemble intégré de moniteurs reliés à un intranet informationnel ; d'un système d'armes modulaires connecté au reste de son équipement. Le tout constitue le système Land Warrior, qui a passé l'étape du prototype et de la démonstration » [21]... «...Demain, une escouade ou un groupe de combat d'une dizaine de soldats, déployant des drones, pourra théoriquement s'assurer du contrôle d'une zone d'un rayon de 15 à 20 km, soit un millier de kilomètres carrés : les capteurs spatiaux ou aériens ou informatiques de la chaîne globale d'informations, dont ce groupe est un maillon, et les capteurs emportés par ses propres moyens d'observation, lui diront ce qui s'y terre ou s'y meut; son artillerie mobile lui permettra de frapper ces cibles bien identifiées ; elle pourra signaler en temps réel aux tireurs d'artillerie spatiale, aéroportée ou terrestre situés au-dessus ou en deçà de cette zone la présence et les coordonnées des cibles. Grâce à ces extensions sensorielles et de protection de force, une escouade de taille réduite et dénuée d'armements lourds pourra contrôler une zone de plus de 6 000 km² » [22]...

Dans cette approche de la dimension de la guerre, l'autre élément stratégique fondamental est la capacité de frapper l'ennemi à distance. Essayons d'étudier l'armement de cette stratégie militaire.

L'hypersonique.

.... « L'avenir est à l'hypersonique, aux missiles de croisière hypersonique, aux drones d'attaque, comme le projet Strikestar 2025 – drone furtif fait de matériaux composites, avec 2 tonnes de charge utile, d'une allonge de 8 000 milles nautiques (15 000 Km), capable d'intervenir 24 heures sur 24, en tous temps, commandé à

distance ou en pré- programmation » [23]...

Le vaisseau arsenal

.... « C'est un navire semi-submersible, très peu élevé au-dessus de sa ligne de flottaison, presque dénué de superstructures. Il est construit à base de matériaux composites à propriétés furtives, ... Il est pourvu d'une double coque capable de résister, comme celle d'un super tanker, aux mines et aux torpilles. Il est hautement automatisé, au point de pouvoir être contrôlé intégralement à distance.....Son rôle est défini par ce qu'il emporte et lance : il est doté de cinq cents systèmes de lancement vertical (VLS), d'un arsenal d'un demi millier de missiles intercepteurs, balistiques. Il emporte également des drones. Peu repérable, furtif, éloigné du théâtre du conflit dans lequel il intervient » [24]...

La base offshore mobile

... « La MOB serait la structure flottante la plus importante jamais construite. Elle artificielle et forteresse navale mobile, elle transformerait la physionomie de guerre maritime : la MOB pourrait en effet cantonner pendant un mois une brigade lourde de l'armée, soit trois mille hommes, avec tout son équipement avec ses chars lourds, ses véhicules, etc..... Tout en même temps, la MOB est comme une base militaire ou navale ; elle en remplit les fonctions : opérationnelles, tactiques, et stratégiques, de soutien naval pour opérations combinées de théâtre, logistiques, aériennes et aéronavales, centre de contrôle et de commandement » [25]....

Les MEMS (systèmes micro-électromécaniques)

.... « Une application des MEMS actuellement à l'étude, serait une « poussière de surveillance » qui serait vaporisée au-dessus d'un champ de bataille, ou d'une aire sous observation ; elle resterait en suspension dans l'air pendant des heures et jusqu'à quatre jours, serait équipée de détecteurs infra rouges, radios, de détecteurs d'agents chimiques ou biologiques, ou d'autres capteurs encore. Certains de ces grains de poussière patibulaire seraient des agents dormants, activés à période régulière, d'autres auraient un fonctionnement « clignotant ».... Les chercheurs ambitionnent de faire coopérer ces micro-unités sous la forme de réseaux neuronaux de bataille. Opérationnellement, les systèmes robotiques pourront être implantés ou positionnés dans des endroits où la présence humaine est dangereuse, coûteuse ou difficile, ou utilisés en milieu urbain, où des micro-capteurs au sol, autonomes ou semi autonomes, permettront de récupérer le renseignement venant d'autres sources, aériennes et d'interception électromagnétique. Le triage et la modélisation des données seraient effectués par une architecture englobant d'intelligence artificielle » [26]...

L'effort de recherche appliqué aux développements des nouvelles technologies et aux nouveaux armements, a créé les conditions d'une rupture irréversible entre les pays qui détiennent cet armement et les autres. Cette situation constitue l'avènement historique d'une fracture « scientifique » non rattrapable dans le contrôle des sciences militaires entre « l'empire », nouvelle structure supranationale, et les autres populations du globe.

.... « Elle comprend premièrement des « armes fondées sur d'autres principes physiques » c'est-à-dire, des armes à énergie dirigée qui opèrent à la vitesse de la

lumière, armes lasers à impulsions électromagnétiques (EMP), à radiofréquence, à micro-ondes etc. ; deuxièmement, les biotechnologies, l'application au domaine militaire du génie génétique ; troisièmement, les nano sciences et les nanotechnologies » [27]...

Il faut comprendre que la conquête d'un territoire, dans cette doctrine de guerre, correspond à l'idée d'élargissement d'un espace d'hégémonie stratégique. Il s'agit, de conquérir les espaces économiques qui échappent au contrôle et aux règles économiques de l'empire et non à de nouvelles formes d'impérialisme. La guerre dans cette configuration, devient alors, l'élément incontournable du contrôle du monde économique de la planète.

Les velléités tragiques de l'idéologie de la guerre

Quelles sont les velléités de cette stratégie de guerre ? D'abord, penser pouvoir réduire au maximum le rôle de l'homme dans les conflits et donc de réduire drastiquement la « mort », la mort des soldats. En effet, pour les stratèges de cette doctrine, l'homme, le soldat, est avant tout un « élément » instable, une variable qui peut à tout moment se révolter, se fatiguer de la guerre, s'identifier à « ses victimes » les nouveaux barbares. Il n'est donc pas un « armement » efficace à cent par cent. Il n'est pas non plus à toute épreuve dans les différents théâtres de guerre vu la faiblesse physique de son corps humain. L'autre velléité de cette doctrine est la tentative de construction d'un « sens positif » de la mort pour la guerre. La guerre est hissée en tant que valeur universelle suprême. Dans ce contexte, les « états majors des armées » travaillent sur de nouveaux concepts philosophiques comme, par exemple, la « guerre juste » ou /et la philosophie de « l'invincibilité ». L'invincibilité, dans cette doctrine, est la traduction militaire du concept de « puissance de destruction » de son ennemi, de suprématie culturelle sur la tragédie de la mort. C'est la théorie de la destruction civilisatrice [28]. Les campagnes de communication des armées sont devenues un des éléments fondamentaux de cette stratégie. Ces campagnes ont pour but de vendre ce « rêve » : la guerre comme tragédie maîtrisée, la mort comme un rituel presque sans plus de valeur réelle. Car le plaisir suprême, dans cette philosophie, est représenté par la mythologie du « super guerrier », de l'homme qui se **transmute** en machine de puissance supérieure au contact de la technologie, au point de se sentir invulnérable, presque immortel. Car l'idéal suprême est le plaisir de la victoire, victoire sur le « mal », concept abstrait et religieux. La dernière velléité de cette idéologie, est d'imaginer une politique militaire, capable de gérer « des conflits à distance » sans répercussion sur son propre territoire. De quoi s'agit-t-il ? Il s'agit de pouvoir frapper l'ennemi par une politique de relation extérieure coercitive à étapes sans se déplacer. Comment se traduira cette stratégie ? Elle se traduira par l'introduction dans l'arsenal des « relations diplomatiques » entre les pays, de la « variable punitive en temps réel » qui est la variable moderne de la sanction de « droit » : la frappe « préventive chirurgicale ». Cette frappe sera effectuée par exemple, en tant que premier avertissement, par des « drones d'attaque, drone furtif, avec 2 tonnes de charge utile, ayant un rayon d'action de 15 000 Km, volant à une vitesse hypersonique et touchant la cible en 20 minutes au maximum, détruisant à son arrivée, par exemple, le quartier administratif d'une capitale. Cette stratégie, dite dissuasive, a comme fonction de « clarifier » les marges de négociation de chacun, dans le cadre d'une négociation avec l'Empire.

7) Accomplissement de ses rêves, les processus de transition

Jusqu'à maintenant nous avons essayé d'une part, de comprendre notre environnement sociopolitique et d'autre part, de rechercher des nouvelles pistes de travail pour imaginer une trajectoire de dépassement afin de sortir de la situation sociale et politique actuelle. Dans ce chapitre nous essayerons de préciser les différents éléments pour y parvenir.

Le front social.

Un premier constat : les luttes des mouvements sociaux en Europe dans les dernières années, et en particulier les luttes syndicales, sont devenues des luttes de défense des acquis sociaux du passé. Les organisations syndicales et les organisations néo-ouvrières (c'est-à-dire, ces expressions politiques qui essaient à partir de l'entreprise de fédérer la nouvelle complexité du travail : précarisation-intermittence-chômage par une revendication du « plein emploi » et de la place centrale du « travail »), sont incapables de résister au marché mondialisé et elles reculent jour après jour face à l'offensive patronale. En fait, la majorité de leurs actions débouchent sur deux formes de dérive syndicale majeure. La première est la revendication corporative. Il s'agit de luttes qui utilisent les mouvements sociaux comme instrument supplémentaire pour appuyer leurs revendications catégorielles. Ils agissent en « ouvrant et fermant » leur mobilisation avec les autres réalités sociales en tant que stratégie revendicative spécifique et en ôtant par la suite, pour un « renfermement social » à l'intérieur de leurs entreprises. La deuxième dérive est la gestion sectorielle du « service public ». Il s'agit des luttes pour le maintien « du statut et des acquis sociaux » de ce secteur. Ces luttes, dans la réalité, développent des revendications « d'immobilisme social ». Cette approche se traduit par la perte d'initiative et d'anticipation dans le cadre de la « refondation » de l'espace public, désertant ainsi les luttes des chômeurs, précaires et usagers des services publics. Cette situation laisse à « l'Etat et au patronat » l'initiative de la critique du dysfonctionnement et de l'archaïsme bien réel de « l'espace public », rejetant ainsi ce dysfonctionnement sur les salariés du service public et ses structures.

Changement de cap : l'offensive des Multitudes.

L'état providence s'effondre sous le poids de son « architecture budgétaire ». Cette situation se traduit par des réductions des prestations sociales. Pour la première fois depuis l'après guerre, l'incertitude économique structure les incertitudes psychologique engendrant ainsi un nouveau phénomène métropolitain : la psychiatrisation [29] des « corps sociaux », nouvelle expression de la misère humaine dans le monde de l'abondance post moderne.

Quelle est l'histoire économique de cette architecture budgétaire de l'Etat providence ?

L'architecture budgétaire de l'Etat social était le résultat de trois flux financiers : les

cotisations salariales, les cotisations patronales et les crédits d'Etat, les impôts. Au fur et à mesure que le travail salarié et le « travail classique » en général n'étaient plus les seuls lieux de « construction » de la richesse sociale, et le « salaire » n'était plus la « source » du financement de la structure budgétaire, l'état social s'est effondré. Quel était le présupposé politique de l'action de redistribution « minimale » de l'Etat providence ? D'abord d'intervenir sur un constat très banal : le « salaire ouvrier » représente le partage « fragmentaire » de la richesse sociale et ne permet pas de faire vivre « décemment » les populations ouvrières. Le travail, et donc le salaire, ne garantit pas toujours une accumulation minimale pour soutenir les « non productifs » : les enfants, les vieux. Il ne permet pas non plus, une stimulation efficace de la consommation interne. Les prestations sociales deviennent alors un correctif (minimal) moderne de l'injustice sociale et avec les politiques keynésiennes, un stimulateur économique. Ce cadre institutionnel résiste dans mille contradictions de l'après guerre jusqu'aux années « 80 » mais ensuite se fissure irrémédiablement [30].

Le mouvement ouvrier institutionnel, qui avait tout joué sur cette stratégie politique de cogestion et organisé des luttes pour l'élargissement de cette plate-forme économique implose irrémédiablement.

Pourquoi avoir fait ce bref détour sur « l'architecture de l'Etat social » dans notre réflexion ? Nous l'avons fait pour pouvoir nous débarrasser définitivement de cette source conceptuelle d'erreur ! En effet, cette architecture et les théories qui découlent ne nous permettent plus d'avancer ! Car les paradigmes économiques et sociaux qui soutiennent notre société actuelle sont profondément changés. Il n'y aura jamais plus du plein emploi et le salariat ne représentera plus le lieu unique de revenu !

Dans cette métamorphose de la « structure de la production », le travail est devenu le lieu « **de fixation finale** » d'une activité plus complexe qui se déroule dans la société tout entière et que s'articule en plusieurs étapes. Ce nouveau modèle de production socialisée, alterne des phases de formation ou d'apprentissage, des phases d'attente (chômage et ou flexibilité), des phases de « maturité professionnelle » structurées par des passages de coopération libre, c'est-à-dire des échanges de connaissances qui sont le « moteur » de l'innovation culturelle et scientifique. Dans ce paradigme, la production est bâtie par deux phases principales : le « temps de travail pré-appliqué » et le temps de « travail final ». Ces **deux temps** ne peuvent pas être dissociés dans cette nouvelle économie car ils sont « la composition » du travail actuel. En fait, le calcul de ce travail, et donc de sa « rémunération », doit être pris en compte globalement pour définir une mesure économique précise de ce nouveau cycle productif.

Dans cette situation de « dispersion général » de la richesse hors de l'entreprise, le « revenu social garanti » ou « revenu de pré-coopération productive appliqué » doit remplacer les « prestations sociales ». Le revenu social garanti est l'instrument indispensable de la gestion d'une économie prospère [31]. Il est le seul capable de garantir une coexistence sociale, une fluidité économique dans le cadre de la production à « enchaînements socialisés ».

Dans cette situation, le rôle « des multitudes » est **d'accélérer vertigineusement** le dépassement du « salariat » et de promouvoir les « Unités des Créations Coopératives », structures de remplacement progressif du « salariat ».

La première accélération vertigineuse a été déjà réalisée. Elle a produit la création d'un circuit de lutte mondialisé de Seattle à Gênes. Le mouvement des multitudes a fait son apparition en commençant à construire dans la pratique le mot d'ordre : **renverser le « quotidien » et révolutionner le « monde »**.

Dans ce cadre, le projet d'enrichissement économique de la société, de l'espace « public » deviendra alors le lieu de la socialisation des « services fondamentaux », services pour la création des richesses individuelles et collectives.

L'unité de création coopérative est la forme nouvelle de la structure d'organisation des acteurs sociaux de la production diffuse. Elle doit remplacer progressivement le rôle du syndicat dans l'entreprise et le rôle des organisations des précaires intermittents et des chômeurs sur le territoire.

Nous pouvons la définir comme une structure qui a la forme d'une agence intérimaire auto-gérée et un lieu de fixation des coûts des prestations de services aux entreprises.

L'unité de création coopérative a la forme d'une organisation sociale capable de fixer par les luttes une relation avec l'entreprise sous forme d'une réglementation du travail de type « *Closed shop* », c'est-à-dire que le « salarié » doit obligatoirement être sous contrat avec l'unité de création coopérative de la ville pour travailler dans l'entreprise. L'unité de création coopérative serait le lieu de recensement de toutes les compétences des multitudes dans la ville, et elle est le centre expérimental de création de projet personnel et collectif, ainsi que le lieu d'échange d'expériences scientifiques et culturelles pour favoriser des micros projets de transition au salariat.

Elle devient la structure de valorisation des « capitaux humains » et pénètre dans la consistance économique par la prise des parts dans les activités des entreprises. Ainsi serait-elle le lieu de « pré-exercice » du gouvernement « des multitudes » pour la gestion de la ville monde.

C'est à l'intérieur de ces unités de créations coopératives que commence l'accomplissement de « ses rêves ». Car c'est le lieu pour la mise en place et la création des micro-projets de transition. C'est ici, à l'intérieur de cette structure, que nous trouvons l'abondance des instruments créatifs, pour inventer et accomplir nos rêves de vie. Les projets de transition deviennent ici immédiatement une « réalité antérieure » car ils commencent à s'accomplir avec les premières expériences de vie différente. Il s'agit de démontrer la puissance de transformation de la « multitude » par la capacité d'une part de l'hybridation et donc de renverser le sens de la vie au quotidien et, d'autre part, de remplacer la structure archaïque de la relation humaine actuelle par une concurrence farouche d'un autre modèle de vie que l'on rêve collectivement.

ELICIO Pantaleo

NOTES :

[1] Philosophie politique des Multitudes– Revu Multitudes N°9 mai/juin 2002, Exils, Paris .
<http://listes.samizdat.net/wws/info/multitudes-infos>

[2] Michail Hardt- Antonio Negri, Massachusetts : Empire, Harvard University Press 2000, Cambridge.

[3] Gilles Deleuze - Félix Guattari, Paris : Mille Plateaux, Les Editions de Minuit, 1980, p. 265.

[4] Michel Foucault, Paris: Il faut défendre la société, Cours au Collège de France, Paris, Gallimard, Seuil, 1976, p. 26, 27.

[5] Sous la direction de Carlo Vercellone, Paris : Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ? La Dispute 2003.

[6] J-M Palou : Les méthodes d'évaluation d'entreprise – Groupe Revu Fiduciaire- 2003 Paris.

La notion de Goodwill est représentée par la valeur des personnels, niveau de qualification, faible abstentionnisme, compétences technique des employés, faible mouvements d'entrée et sortie du personnel, relation entre la direction et le personnel, les éléments liés à la valeur de la clientèle de l'entreprise, les éléments liés à la valeur des relations avec les banques, les éléments liés à la valeur des fournisseurs de l'entreprise, les éléments liés à la valeur des relations avec les organismes sociaux, l'administration fiscale, les syndicats....les éléments liés à la qualité des actifs de l'entreprise : outillage moderne, qualité des locauxles éléments liés à la valeur de l'organisation commerciale l'investissement en publicité importante et soutenue. La valeur de l'entreprise n'est pas toujours égale à la différence entre une somme d'actif moins les dettes. Il est nécessaire d'y ajouter des actifs immatériels non comptabilisés, appelés « Goodwill ». Les valeurs fondées sur la rentabilité attendue sont nécessairement différentes de celles obtenues à travers les méthodes patrimoniales. Cette différence représente précisément la création de valeur. Il s'agit d'apprécier directement la survalueur (goodwill) pour l'additionner à l'actif net corrigé et en déduire une valeur de marché. Valeur de marché = Valeur patrimoniale + Goodwill. Valeur de l'entreprise V = ANCC (Actif net comptable corrigé) + GW (Goodwill).

[7] André Gorz ,Paris: L'Immatériel, connaissance, valeur et capital, Galilée 2003.

[8] Giorgio Agamben, Paris : Etat d'exception, Seuil 2003, p. 144.

[9] Ibid. p. 146.

[10] Ibid. p. 144, 45

[11] William Kristol - Lawrence F. Kaplan, Paris : Notre route commence à BAGDAD, Saint – Simon 2003.

[12] Pierre Lévy, Paris : World Philosophie, Odile Jacob 2000, p. 168, 169.

[13] Ibid. p. 134.

[14] Ibid. p. 139.

[15] Ibid. p. 128 , 129.

[16] Ibid. p. 100.

[17] Ibid. p. 158.

[18] Pierre Lévy, Paris : CyberDémocratie, Odile Jacob, 2002, p. 222.

[19] Pierre Lévy, Paris : World Philosophie, Odile Jacob 2000, p. 60 , 61.

[20] Laurent Murawiec, Paris : La guerre au XXI e. Siècle, Odile Jacob 2000, p. 157.

[21] Laurent Murawiec, Paris: La guerre au XXI e. Siècle, Odile Jacob 2000 Paris, p. 175.

[22] Ibid. p. 171.

[23] Ibid. p. 147.

[24] Ibid. p. 135.

[25] Ibid. p. 137.

[26] Ibid. p. 183, 184, 185.

[27] Laurent Murawiec, Paris : La guerre au XXI e.Siècle, Odile Jacob 2000, p. 181.

[28] Robert Kagan, Le revers de la puissance, Plon 2004.

[29] Bernard Stiegler, Paris : Aimer, s'aimer, nous aimer, du 11 septembre au 21 avril, Galilée, 2003.

[30] Robert Castel, Paris : L'insécurité sociale, qu'est-ce qu'être protégé ? Editions du Seuil et la République des Idées, 2003.

[31] Sous la direction de Carlo Vercellone, Paris, Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ? Marc Heim : « Une revenu social garanti pour l'Europe » p. 273, La Dispute 2003.